

Débats

Investir pour notre bien commun

Opinion

Patrick Somerhausen et Étienne de Callataÿ

Économistes, respectivement pour Funds for Good et Orcadia

■ Demain sera-t-il différent, à savoir durable et solidaire ? Le monde économique résulte de notre comportement comme épargnants ou investisseurs. Là, M. et M^{me} Tout-le-monde ont leur mot à dire, à condition qu'un devoir de bonne information existe.

Et demain ? C'est la question que se pose chacun au cours de cette crise que nous traversons. Au centre de cette question se trouve bien sûr la santé, la nôtre, celle de nos proches. Elle porte également sur l'espoir de retrouver rapidement un espace de liberté individuelle et collective brutalement restreint. Et pour beaucoup d'entre nous elle concerne également le modèle de société et le monde économique que nous connaîtrons à l'avenir.

La nature humaine est ainsi faite que c'est au moment où notre vie se trouve menacée que nous sommes prêts à cette remise en question collective. Le réchauffement climatique aurait depuis longtemps déjà dû induire des changements majeurs tant dans nos comportements de consommateurs individuels que dans les politiques publiques et les comportements des entreprises. Nous en sommes très, très loin. Le court-termisme général et l'absence de solidarité ont été des obstacles suffisants pour empêcher les remises en question nécessaires.

Nous pouvons donc espérer que le seul bénéfice des souffrances actuelles, de la peur pour sa propre vie ou celle de ceux que nous aimons, sera l'électrochoc nécessaire. Faute de quoi, le coronavirus aura été une sorte d'avertissement inutile, triste précurseur d'autres crises plus graves.

Compatible avec l'environnement

Nous avons donc le pouvoir et la responsabilité de construire un monde différent.

Cette construction porte notamment sur la transition vers un

Soutenir l'industrie aérienne, est-ce là réellement construire le monde d'après ?

monde économique durable, solidaire et résilient. Certes, la tentation est forte de "relancer la machine au plus vite", sans se soucier d'autres considérations, comme le pompier éteint l'incendie sans se préoccuper des dégâts des eaux. La puissance publique mobiliserait alors des moyens considérables pour sauver toute entreprise et tout emploi. Mais, si cela peut se comprendre d'un point de vue social, il faut que ce sauvetage soit compatible avec la nécessaire transition environnementale.

Soutenir l'industrie aérienne, est-ce là réellement construire le monde d'après? Si les politiques publiques résultent (en tout cas théoriquement) de notre comportement comme électeurs, le monde économique résulte également de notre comportement comme épargnants ou investisseurs.

Et là aussi nous avons notre mot à dire.

Un reportage "cruel" de la RTBF

Une première possibilité consiste à investir son argent dans des entreprises qui se soucient plus que leurs concours de réduire leurs externalités négatives. Il s'agit bien là du minimum que nous puissions faire. Heureusement, c'est aujourd'hui relativement aisément, avec la multiplication, même s'ils sont hélas encore minoritaires, des fonds d'investissement dits responsables. Ces fonds intègrent dans

leur analyse des critères "extra-financiers" de trois ordres, environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Comme l'a cruellement rappelé un récent reportage de la RTBF, le seuil d'exigence des fonds se présentant comme responsables est malheureusement loin d'être toujours satisfaisant. Des efforts sont déployés pour établir une ambition minimale décente. Citons ici les recommandations du groupe de travail mis sur pied par la Commission européenne et leur traduction dans le label *Towards Sustainability*. Mais nombreux sont ceux qui souhaiteront plus d'ambition dans ce domaine, dans le chef des autorités comme des gestionnaires eux-mêmes.

Exiger un devoir d'information

Jusqu'à il y a peu, les fonds

ISR (Investissement socialement responsable) ont souffert d'une fausse image de moindre performance. Depuis quelques années, des études ont prouvé que cela était faux et que les fonds "socialement responsables" pourraient même être plus résistants dans les phases de décroissance. Cela s'était vu dans la baisse de 2018 et cela s'est de nouveau observé avec la crise boursière liée au coronavirus. Tous les ingrédients sont donc présents pour que les investisseurs, privés et institutionnels, intègrent à minima cette norme commune.

Il est également indispensable que l'ensemble des intermédiaires financiers informent systématiquement leurs clients investisseurs de l'existence de produits de placement socialement responsables, en les présentant pour ce qu'ils sont, sans "survendre" leurs vertus sociétales. Avec des séquences en caméra cachée, le reportage de la RTBF a mis en lumière une exagération des filtres de l'investissement responsable.

Et pourquoi ne pas aller jusqu'à un devoir d'information? Ne peut-on imaginer que pour chaque fonds commercialisé en Belgique qu'il faille, avant toute souscription, que le client signe une page où on répondrait à une série de questions sociétales de base, comme: "Le fonds investit-il dans des entreprises où le tabac représente plus de 5 % du chiffre d'affaires?"

Financer des modèles innovants

Mais construire le monde de demain, c'est aussi vouloir aller plus loin. Il s'agit alors de prendre des risques et de financer l'émergence de nouveaux modèles entrepreneuriaux innovants qui apportent des réponses aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain. Alimentation durable en circuit court, économie circulaire, insertion socioprofessionnelle, mobilité partagée, accès au logement ou à la culture, voilà autant de secteurs qui foisonnent de nouvelles entre-

prises dont la raison d'être est de générer un impact sociétal positif.

Et qui réussissent à le faire dans le cadre d'un modèle de croissance responsable, pérenne et résilient. Ces entreprises incarnent le changement auquel nous aspirons et, si nous voulons les faire grandir, il est essentiel de leur donner facilement et prioritairement accès à du financement.

C'est la raison d'être des acteurs de l'investissement d'impact qui fédèrent des moyens financiers au service du financement des entreprises à impact, qu'il soit social et/ou environnemental. Et c'est aussi la raison d'être du réseau Solifin, le réseau belge des acteurs de la finance éthique et durable (www.solifin.be/). Font partie de cet écosystème plateformes de crowdfunding (Lita, Growfunding, Socrowd), fonds d'investissement à impact (Change, Scale Up, Trividend SI², Oya, Citizenfund, Phitrust, Quadia, SE'nSE Fund) ou encore organismes caritatifs (Fondation des Générations futures, Funds For Good Impact, 4 Wings).

On attend les pouvoirs publics

Ces acteurs de financement sont des précurseurs en ce qu'ils investissent dans les entreprises du monde de demain, c'est-à-dire celles qui ont dans leur ADN d'aider à résoudre des problèmes de société et de créer des externalités positives. Et, sans être cynique, la crise actuelle contribuera à faire émerger de nouveaux projets à impact, avec une réelle innovation sociale.

Il est dès lors plus qu'urgent de lancer une réflexion au niveau des pouvoirs publics pour faciliter l'accès des investisseurs à ces placements permettant le financement de ces entreprises qui ont un impact bénéfique direct sur l'environnement et la santé. L'obligation d'informer M. et M^{me} Tout-le-monde sur comment son argent est effectivement placé aujourd'hui serait une étape majeure. Nous pouvons aussi nous inspirer de nos voisins français, entre autres via le modèle de l'épargne salariale permettant de financer l'économie sociale et solidaire. Si la crise appelle à l'action, les attentes de la population encore plus!